



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article882>

Le rôle symbolique fort des salariés du privé

- La revue - Les archives de la revue - Année 2010-2011 - N°27. Janvier-Février 2011 -



Description :

École émancipée : Il y a quelques mois, les commentateurs ne donnaient pas cher des capacités de résistances sociales face au rouleau compresseur libéral, pourtant la loi Woerth sur les retraites a fait naître un mouvement de contestation extrêmement fort. Quels ont été, de ton point de vue, les principaux ressorts de cette contestation et ce qui explique son caractère massif ?

L'École Émancipée

Sophie Bérout est maître de conférences en Science politique à l'université Lyon 2. Elle travaille sur plusieurs champs de recherche connexes - le syndicalisme, les conflits du travail, les mouvements sociaux - et répond à nos questions sur la dernière grande mobilisation sur les retraites.

École émancipée : Il y a quelques mois, les commentateurs ne donnaient pas cher des capacités de résistances sociales face au rouleau compresseur libéral, pourtant la loi Woerth sur les retraites a fait naître un mouvement de contestation extrêmement fort. Quels ont été, de ton point de vue, les principaux ressorts de cette contestation et ce qui explique son caractère massif ?

Sophie Bérout : L'une des originalités de ce mouvement émane de la façon dont il s'est construit, démontrant à chaque nouvelle journée d'action un très fort potentiel de mobilisation. La réussite du 7 septembre (et du 6 dans l'éducation) paraissait très incertaine durant l'été. A chaque fois, vu le caractère relativement espacé des appels unitaires à manifestation (avec par exemple la distance entre le 7 et le 23 septembre), il était très difficile, y compris pour les organisations syndicales, de savoir si les salariés continueraient à descendre massivement dans la rue. A partir du 2, puis du 12 octobre, on entre dans un cycle différent avec une dynamique que chacun perçoit comme ascendante. Alors, comment expliquer, en effet, l'ampleur de la manifestation du 7 septembre, au lendemain de la rentrée scolaire ? Il me semble qu'il y a eu conjonction entre deux phénomènes : une mobilisation pour défendre un élément central du statut salarial, faisant sens pour nombre de salariés au regard de leurs conditions de travail, soit le droit à la retraite à 60 ans, et un refus plus large, plus diffus, mais également vecteur de contestation, de la politique sarkozienne dans toutes ses dimensions, inégalitaires, sécuritaires et xénophobes. De ce point de vue, l'affaire Bettencourt a sans doute produit un éclairage une nouvelle fois cinglant sur le fait que Nicolas Sarkozy et son gouvernement ne se cachaient pas d'être au service des riches - pour renvoyer à l'analyse de Monique Pinçon Charlot et Michel Pinçon dans *Le Président des riches*. Après le bouclier fiscal, le sauvetage des banques, le fait de demander aux salariés de « nouveaux sacrifices » est apparu comme quelque chose de profondément injuste et inégalitaire.

Il est difficile d'évaluer, sur un plan sociologique, ce sentiment profond de rejet qui explique que des personnes n'ayant jamais manifesté, ou de façon très occasionnelle, décident de participer aux cortèges. Mais on peut cependant remarquer que des journaux comme *Mediapart* ont joué un rôle important pour faire exister « l'affaire Bettencourt » dans le débat public, et, par là même, atteindre la légitimité du ministre du Travail. *Mediapart* a d'ailleurs lancé l'offensive au moment où les syndicats, début juillet, semblaient un peu en panne de stratégie, n'appelant pas à de nouvelles journées d'action durant l'été. Or, cette façon d'établir des connexions avec des enjeux clairement politiques, et d'atteindre en ce sens un public manifestant plus large, n'a pas été relayée par les deux principales confédérations (CFDT et CGT) qui ont refusé, dans un premier temps, de commenter directement cette affaire de peur d'entrer dans le champ politique. Les premières critiques contre Eric Woerth n'ont été formulées que début septembre par Bernard Thibault qui se demandait comment le ministre pouvait être disponible sur le dossier des retraites - et donc assumer son rôle d'interlocuteur dans la négociation - tout en gérant les retombées judiciaires de l'affaire Bettencourt. On peut bien sûr comprendre pourquoi la CGT a été prudente avant de s'engager dans la dénonciation d'un scandale, mais en même temps, force est de constater que le mouvement de contestation de la réforme des retraites a bénéficié de quelque chose de plus large et de plus diffus, le ras-le-bol contre la politique sarkozienne, et que c'est cette conjonction qui a donné lieu à une mobilisation d'ampleur exceptionnelle.

ÉE : Qu'est-ce qui différencie sur le fond le mouvement de cet automne avec ceux de 1995 ou de 2003 ?

S.B. : Un des éléments distinctifs les plus importants concerne la participation, parfois déterminante, des salariés du privé. Cela me semble d'autant plus décisif qu'en 2003, la faible mobilisation des salariés du privé avait été avancée

comme un argument majeur, par la direction de la CGT, pour expliquer qu'il était impossible d'aller plus loin sans prendre le risque d'accroître la césure entre salariés du privé et salariés du public. Or, en 2010, les salariés du privé sont présents de différentes façons. D'abord, dans les manifestations : on a vu se multiplier au fil de celles-ci les délégations de salariés du privé, parfois avec une poignée de personnes, parfois bien davantage, avec des banderoles propres mentionnant le nom des entreprises concernées. Par-delà l'apport numérique dans les manifestations, cette participation de salariés du privé (certains, isolés, manifestant à titre individuel et se mettant derrière le cortège le plus important, la CGT) a joué un rôle symbolique fort, conférant aux salariés du public le sentiment de ne pas « être seuls ». Ensuite, des secteurs du privé se sont retrouvés à assumer un rôle moteur dans l'amplification du mouvement. Il s'agit bien sûr des salariés des raffineries. Lorsqu'une jonction a été tentée avec les chauffeurs routiers, alors que les convoyeurs de fond commençaient aussi à lancer une grève reconductible, on a pu penser que les conditions concrètes pour un blocage partiel de l'activité économique étaient vraiment réunies. Du coup, à l'inverse, ce qui distingue ce mouvement de celui de l'automne 1995 est la moindre visibilité des grèves dans le secteur des transports, avec l'absence de paralysie du métro et des RER à Paris et le maintien, en raison de l'application de la loi de 2007 sur la continuité du service public, d'un certain nombre de liaisons à la SNCF. La grève a pourtant été forte du côté des cheminots, mais elle a eu beaucoup moins d'impact symbolique. D'autres secteurs ont également connu des mobilisations et en particulier des grèves de moindre ampleur, comme La Poste ou encore EDF et GDF. Sans oublier le secteur de l'éducation.

++++

ÉÉ : Justement, alors qu'il y a eu un débat de masse sur la question de la reconduction des grèves, pourquoi cela n'a-t-il été possible que dans un nombre très restreint de secteurs ? Quels ont été les freins objectifs et subjectifs à la généralisation et reconduction des grèves ?

S.B. : Il me semble que l'analyse de ces freins constitue un enjeu central pour le mouvement syndical. La moindre mobilisation dans certains secteurs montre à la fois les effets des politiques de restructuration (fermetures de sites, externalisation de certaines fonctions et d'une grande partie des métiers ouvriers) et ceux des politiques de réformes internes. A ces deux premières dimensions s'ajoutent aussi les effets des politiques de restriction du droit de grève (via l'obligation de déclaration individuelle 48h à l'avance mise en place dans les transports) et de répression de l'activité militante.

La dégradation non seulement des conditions de travail, mais aussi du travail en tant que tel - ce que montrent depuis longtemps des psychosociologues comme Yves Clot - se répercutent dans les possibilités mêmes de l'action collective. On pourrait prendre plusieurs exemples illustrant ces différents aspects. La fermeture d'un grand nombre de centres de tri postaux, notamment près des gares, renvoie au premier cas : ce sont des lieux de travail qui réunissaient un nombre important d'agents, avec une tradition de lutte et de jonction avec d'autres secteurs professionnels, qui ont été rayés de la carte. Durant le mouvement de 1995, bien des actions avaient été menées à partir d'AG communes, cheminots et postiers, liées justement à ces centres de tri. La pression qui s'exerce sur les agents dans les administrations et les entreprises publiques pour réaliser des objectifs qui ne cessent de changer, et ce dans un contexte de non renouvellement des emplois, renvoie au deuxième phénomène, c'est-à-dire à l'intensification des pratiques de management empruntées au secteur privé. Ces formes de management conduisent à des pertes de sens car ce n'est pas la mission de service public que l'on cherche à améliorer, mais la rentabilité coûte que coûte, comme à l'hôpital ou dans les universités (l'illusoire performance chiffrée en termes d'employabilité des étudiants diplômés). Cette perte de sens alimente un vécu au travail qui est très difficile et qui rend l'entrée dans une forme d'action collective encore plus compliquée.

De ce fait, dire que l'un des enseignements à tirer du mouvement contre la réforme des retraites est l'effort de syndicalisation pour toucher les salariés non organisés me paraît complètement fondé. Mais à condition de bien penser ce qu'on met derrière l'idée de syndicalisation. Placer des cartes pour placer des cartes n'est pas l'action qui permettra de faire face à ce processus de dégradation généralisée du travail. Au travers de la syndicalisation, il faut réfléchir aux conditions pour organiser les secteurs les plus précarisés, pour apporter des éléments de réponse sur les enjeux mêmes du travail... et ce, dans l'idée de produire de nouvelles solidarités, bases de toute action collective.

ÉÉ : Comment expliquer que dans un mouvement aussi long et aussi fort, les éléments d'auto-organisation du type AG ou comité de grèves aient été aussi faibles, alors que de nouvelles formes d'actions sont apparues ?

S.B. : Je crois que c'est d'abord lié au processus de construction de ce mouvement, avec cette incertitude qui prédomine assez longtemps sur la suite des étapes et la difficulté à entrer véritablement en grève dans nombre de secteurs. Seule la grève crée vraiment les conditions pour une participation massive à des AG ou des comités. L'intersyndicale au niveau national joue la carte de l'élargissement et, au moins au cours du mois de septembre, aucune organisation ne veut enrayer cette dynamique par des actions à la base qui pourraient apparaître comme trop critiques. Mais, de fait, cela a laissé cette intersyndicale comme le pivot central de la mobilisation et lui a conféré un rôle de direction unique du mouvement. En dépit de tout le travail d'explicitation des enjeux qu'ils ont fourni, des pétitions sur lesquelles ils se sont appuyés, les collectifs unitaires locaux de défense des retraites n'ont pas réussi à s'imposer comme des lieux d'impulsion, en parallèle et en lien avec les syndicats.

Propos recueillis par Rosario Elia (69).